

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : Louis LAURENT. 589-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. 1 an, 240 fr.

Reprise de la discussion constitutionnelle

Quand le mensonge récidive

La discussion constitutionnelle a repris au Palais-Bourbon. Dans ce seul domaine, les esclaves de la pensée publique sauront tenir leur parole : il doteront la France d'une constitution grâce au mécanisme de laquelle la fonction parlementaire continuera, espèrent-ils, à bien payer son monde. Et si tous ces bavards sont incapables de résoudre les problèmes de la production, de la répar-

Le parti socialiste, indigne lui aussi de parler au nom de classes laborieuses qu'il a tant de fois haïes, se fit l'avocat de la même cause, mais avec plus de modération. Aujourd'hui, nous voyons ce contraire à celle qu'il avait alors. Quant aux autres secteurs politiques, représentés par les radicaux M.R.P. ou le P.R.L., ils adopteront vraisemblablement une attitude automatiquement opposée à

contre, s'ils ont pour premier souci d'éviter la dictature d'un parti, et leur sera difficile — impossible — d'annuler tout danger d'instauration d'un pouvoir personnel (le Général de Gaulle, qui a fort bien compris cette alternative, attend son heure. Et si le parti communiste soumettait le pays à l'épreuve de la dictature stalinienne, le « libérateur » se ferait fort de « libérer » la France une deuxième fois.

Les contradictions au milieu desquelles se déroulent toutes ces discussions illustrent avec éclat l'impuissance de la politique à venir à bout de problèmes qui la dépassent — et de beaucoup. Pour le POLITIQUE, il faut voir la querelle d'influence que se livraient deux civilisations : celle de l'orient et celle de l'occident. Nous affirmons, quant à nous, que le fond du problème est ailleurs...

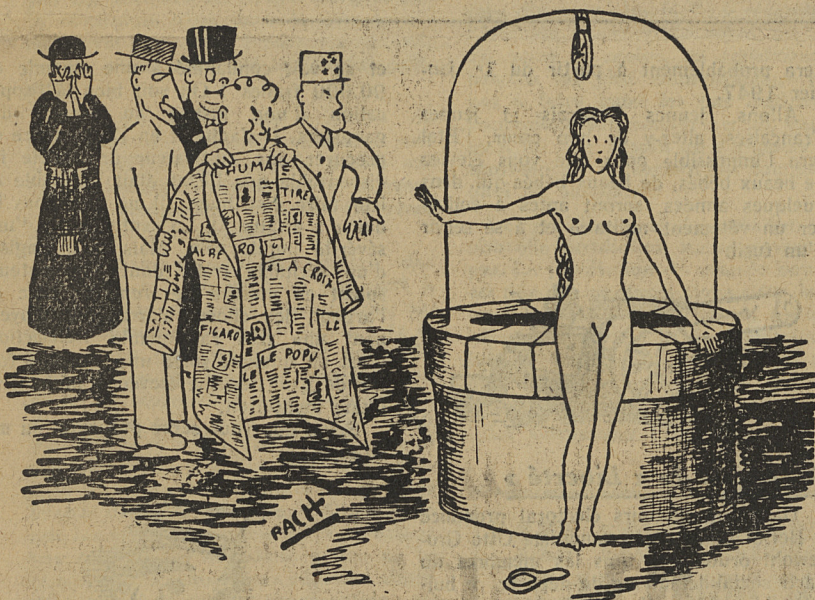
C'est dans l'ECONOMIE qu'il faut en voir les véritables données. Or, celle-ci a connu, depuis quelques dizaines d'années, de tels bouleversements — conséquence de la révolution technique et industrielle — que, contrairement à ce qui se passa en 1783, la compréhension humaine n'est pas à la hauteur des événements qu'elle devrait être en mesure de maîtriser. Au temps de la GRANDE REVOLUTION, la pensée était en avance sur les événements — et elle en déterminait partiellement la marche. Aujourd'hui, elle est à leur remorque... En cela se trouve toute l'explication du drame actuel.

Et lorsque tous les professionnels de l'éloquence et du mensonge déclarent, du haut de la tribune du Palais-Bourbon ou d'ailleurs, que leur premier souci est de voir respecter la SOUVERAINETE POPULAIRE et de s'y conformer, ils n'aspirent au contraire qu'à canaliser la volonté populaire au moyen d'institutions qui permettront à tous les privilégiés du capitalisme et de l'état de conserver leurs prérogatives. Quant au régime injuste qu'avait hypothéqué les prétendus vouloir rendre progressivement moins cruel, ils ne feront rien pour qu'il disparaisse.

Pour éviter la dictature personnelle, ou celle d'un parti, pour réaliser cette fraternité humaine dont la DEMOCRATIE SOCIALE tant prône ne peut être qu'une sinistre contrefaçon à l'usage des sots pour le plus grand profit des marchands de discours, une seule solution : la Révolution sociale au moyen de laquelle le peuple, las d'être dirigé, instaure le FÉDÉRALISME ANARCHISTE.

LIB.

NUDITE INDECENTE.



Cachez-vous, Mademoiselle...

tion et de la distribution, si leur phraséologie prétentieuse n'a brouillé qu'à des désastres pour le peuple, elle aura néanmoins la vertu, soyons-en assurés, de permettre encore de beaux jours à de futurs « élus du peuple ».

Au projet présenté par la commission de la constitution 141 amendements sont déjà annoncés! C'est dire si la discussion est loin d'être épuisée.

Le rapporteur — M.R.P. — a tenté d'en donner une analyse qui rassure tout le monde et établit que les droits du progrès social peuvent résider dans une constitution qui soit elle-même l'expression de la SOUVERAINETE POPULAIRE. Et si les communistes ont fait de l'opposition en développant des points de détail ne leur donnant pas satisfaction, cette attitude leur fut dictée par leur seul intérêt DE PARTI, et non par souci du bien-être des classes opprimées dont, avec le cynisme d'aujourd'hui, ils ne se préoccupent pas de défendre. Les défenseurs de la constitution tendent à démontrer que les projets en discussion, s'ils étaient acceptés, ouvrirait la voie au pouvoir personnel — et de préciser qu'il y a similitude entre les conceptions du Général de Gaulle et le texte en question.

Or, le projet qui fut repoussé au dernier référendum (5 mai 1946) fut patronné et notamment de leur part, à une propagande effrénée, à un déchaînement hystérique jusqu'au point d'insulte, dans les pays et n'avait d'autre matière de publicité du genre forain, que les campagnes menées autrefois par Mussolini en Italie et par Hitler en Allemagne.

celle des communistes. Mais pourquoi toutes ces variantes, pourquoi toutes ces subtilités dans la discussion d'un projet qui ne prétend pas mettre fin à un jeu dont tous les politiciens bénéficieront mais ambitionnent seulement d'ETABLIR LA REGLE DE CE JEU? Parce que TOUS redoutent que la plus grande part des bénéfices de cette sinistre entreprise aille à leurs « adversaires »! Et aussi parce que TOUS ils pressentent — s'ils ne le perçoivent pas nettement — que s'il leur est possible, par certains artifices, d'éviter le POUVOIR PERSONNEL, ils ne peuvent, quoi qu'ils fassent, écarter le danger de la DICTATURE D'UN PARTI. Par

La semaine prochaine nous publierons une étude sur les dessous diplomatiques qui précéderont l'emploi de la bombe atomique au Japon.

La suppression de la carte de pain est possible

La carte de pain entra en vigueur par suite de la différence des récoltes annuelles de blé par rapport à celles d'avant guerre. Il s'ensuit donc que si une récolte atteint ce niveau, la carte de pain n'a plus aucune raison d'être, et... la situation de la France

« étant caractérisée à la veille de la guerre par le fait qu'elle se suffisait à peu près à elle-même et n'avait en général recours qu'à des importations d'Afrique du Nord... » (1). La moyenne des récoltes de la décennie 1938-39 est de 81 millions de quintaux. La récolte actuelle devait atteindre, d'après les estimations du Ministère de l'Agriculture au 1^{er} juillet, 61 millions de quintaux. Les estimations officielles actuelles, révisées, sont de 65 millions, que des associations privées affirment être de 80 millions de quintaux. Sans vouloir prendre position pour le moment, dans la querelle, nous admettons — et nos lecteurs aussi sans doute — que les chiffres officiels seraient plutôt sujet à caution, penchant intentionnellement par pessimisme, pour des raisons que chacun connaît. Si la récolte est donc de 80 millions, les circonstances étant devenues celles d'avant guerre, la disparition de la néfaste carte de pain s'impose IMMEDIATEMENT.

LES ALLEMANDS VOUS PRENNENT TOUT.

Nous avons tous entendu cette phrase que Maurice Schumann et ses amis de Londres nous ont ra-



A Compiègne. Atmosphère d'amitié...

baché pendant l'occupation. Les Allemands étant partis, la répartition de la récolte est donc devenue exclusive pour le consommateur français. Les récoltes, sous l'occupation, ont été progressives, chaque année étant de 50.000.000 quintaux en 1940 pour atteindre 64 millions 600.000 quintaux en 1944. Il en résulte que, même en prenant le chiffre minima de 65 millions de quintaux comme total de la récolte, nos rations de pain doivent être largement augmentées, d'une part grâce à un excédent de blé et, d'autre part, par le départ de ceux « qui nous prenaient tout ». Une troisième raison favorise — et de beaucoup — la disparition de la carte : c'est la suppression du blocus permettant l'importation.

LES CLIENTS DU PAIN : HOMMES ET BÊTES.

Les services officiels, l'O.N.I.C., ont fourni les chiffres d'il y a nous extrayons que pour une répartition journalière de 350 grammes avec un taux de blutage à 85 % contre respectivement 300 grammes et 97 % actuels — 53 millions de quintaux sont nécessaires. Cette répartition est donc, D'ORES ET DEJA, OFFICIELLEMENT ET IMMEDIATEMENT POSSIBLE. Dès aujourd'hui, l'on pourrait ériger l'amélioration. Mais pour ne pas être taxé de démagogie, nous nous bornons plus loin cette étude.

Une quinzaine de millions de quintaux sont destinés annuellement de la collecte depuis l'établissement de la carte, dont douze millions pour des destinations normales, existantes avant guerre : 8 millions pour les semences et 4 millions pour pâtes alimentaires, etc... Il reste donc 3 à 3 millions et demi de « fuites » qui proviennent en majeure partie d'une consommation clandestine de la famille du paysan et de la nourriture des bêtes. Le cultivateur qui retient une partie de sa récolte pour sa consommation familiale agit humainement. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il s'impose le travail supplémen-

taires idéologiques ne s'affrontaient pas ; enfin, point très important : les dévastations résultant de la guerre n'avaient rien de comparable avec celles de la guerre actuelle ; l'Allemagne avait subi très peu de dégâts et son potentiel de production pouvait être remis en activité assez rapidement ; la France, qui plus sérieusement touchée, n'était pas dans une situation aussi sclérosée qu'actuellement ; elle se présentait d'ailleurs en puissance vainqueur, ayant subi plus de pertes humaines que le vaincu, ce qui la plaçait à un rang avantageux du point de vue diplomatique dans les conférences préliminaires. L'Allemagne, occupée seulement sur la rive gauche du Rhin, jouissait malgré tout d'une certaine indépendance dans le reste du pays non occupé. Toutes ces positions sont, aujourd'hui, renversées : l'Amérique étend son influence politique sur le continent européen, face à une Russie qui prétend également à cette hégémonie. Que ce soit la question danoise, méditerranéenne, les Dardanelles, les réparations, l'occupation ou la forme de gouvernement, l'Allemagne a tout fait pour faire face à ses désirs d'hégémonie.

Sarabande échevelée des monnaies

Le pengo est la monnaie nationale hongroise. Durant l'infirmité du gouvernement magyar fut conduit, il fut créé un super-pengo appelé : pengo-impôt. Celui-ci se dépréciait rapidement, devient le subordonné d'une nouvelle unité : le florin, dont la création fut rendue possible par la restitution de la réserve d'or hongroise par les Etats-Unis. Les Allemands avaient enlevé, cet or, représentant une valeur de 32 millions de dollars, va servir, entre autre, de base, ou de couverture, à la nouvelle monnaie.

M. Nagy, le Premier ministre hongrois, s'est hâté de remercier M. Truman en des termes particulièrement serviles et flatteurs. Il a basé le florin ainsi : un dollar vaut 11 florins 7.

Le journal hongrois « Kis-Véjsz » annonce que la valeur du florin a été fixée comme suit : 13 florins 21 pour un gramme d'or. D'après les « Nouvelles Economiques » qui rapporte ces chiffres, « 200 millions de pengos-impôts valent un florin. A fin juillet, un pengos-impôt valait 2 milliards de milliards de pengos-impôts, soit un chiffre suivi de 29 zéros ».

Nous avons fait pour vous les calculs suivants : L'ouvrier hongrois doit fournir le chiffre 4 suivi de 37 zéros de pengos-papier s'il veut payer une marchandise d'une valeur d'un florin !...

pengos-impôts est de 14 millions de florins il existe donc une valeur totale du chiffre 28 suivi de 14 zéros de pengos-impôts, ou le chiffre 56 suivi de 43 zéros de pengos-papier.

Une émission de 80 millions de florins de nouveaux billets est en cours, qui représente donc un peu plus de 6 tonnes d'or, ou le chiffre 16 suivi de 15 zéros de pengos-impôts, ou le chiffre 32 suivi de 44 zéros de pengos-papier.

Le gouvernement magyar a taxé tous les prix des denrées et produits de toute sorte. Un quintal de blé coûte 40 florins, un quintal de pommes de terre 18 florins.

Il a bloqué les salaires qui valent de 0,6 à 1 florin de l'heure. Pour avoir une idée des rapports des prix et des salaires, sachez que notre correspondant de Budapest qui nous écrit ces derniers renseignements, a dû afficher sa leçon à 1 florin, soit une heure de travail. Avec cet exemple, l'ouvrier français peut se rendre compte des difficultés de son frère de misère hongrois.

Nous avons cependant plusieurs fois signalé que l'économie hongroise était sous contrôle de l'U.R.S.S. à raison de 50 0/0. Les paradis soviétiques, on le voit, rejoignent ici l'enfer capitaliste.

Il nous incite donc à vouloir la disparition des deux capitalismes, privé et étatique, incapables, l'un et l'autre, d'améliorer véritablement le sort des peuples qui ploient sous leur domination.

Bientôt, un nouveau REFERENDUM

PEUPLE, on va t'offrir DE NOUVELLES CHAINES !

AU-DESSUS DE LA CONFÉRENCE DES 21

L'ALLEMAGNE actrice secondaire et passive

Les autres nations n'étant que des clients attachés à l'un ou l'autre des deux colosses. Tous les moyens sont mis en œuvre, économiquement, scientifiquement, idéologiquement, nous assistons à une lutte acharnée et la conférence des 21 n'est que la transposition sur le plan mondial des antagonismes que nous avons constatés depuis longtemps.

Que nous offre-t-on ? Le Fédéralisme ? Non pas ce Fédéralisme libéral qui serait l'effondrement de toutes les convoitises et de tous les intérêts de la politique de puissance ! Non ! On nous propose ce Fédéralisme autoritaire, au lieu d'un Etat, une douzaine d'Etats... On a vu ce que cela a donné avec le premier Reich et puis ce système fédératif n'est-il pas la forme même des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. ? Est-ce que cela nous donne plus de sécurité pour l'avenir alors que l'on sent l'orage venir de ces deux horizons ? Croit-on que, dans un pays aussi divisé que l'Allemagne du point de vue économique, que les Etats fédérés ne reconstitueraient pas rapidement, pour la simple nécessité des échanges commerciaux et industriels, des rapports, des unions. Quant au contrôle économique, organisé par les puissances vainqueurs (alors qu'elles sont déjà fortement divisées entre elles), l'Allemagne est un tout dont on ne peut rien distraire : les amputations, démembrements créent un courant revanchard qui drainera facilement la misère générale pour faire surgir un nouvel Hitler qui ne sera pas toujours combattu par l'ensemble des victimes du dernier conflit ; il aura toute latitude de bénéficier des divergences entre les alliés pour établir son équilibre, pour des nationalistes, peu importe que le relèvement de la nation provienne d'un bloc occidental ou oriental ? Le principal, c'est la prédominance de la nation et de l'idéologie nationaliste qui

se transforme rapidement en chauvinisme... puis bellicisme ; l'étude de l'évolution des nations nous prouve que le processus se poursuit infailliblement.

A l'issue de la guerre 1914-18, un diplomate anglais pouvait déclarer : « Nous traînons le boulet de notre victoire. » Aujourd'hui, le boulet pèse de plus en plus lourd dans la marche des peuples vers l'avenir de progrès et de bien-être social, de sécurité et d'amour international.

Le boulet n'a pas été brisé, quel que soit le nom dont on l'affuble (militarisme, nationalisme, impérialisme), il reste le hideux boulet capitaliste qui rive les forces prolétaires de tous les pays à leur chaîne sans fin. C'est à cette chaîne qu'il faudrait s'attaquer par des moyens autres que ceux utilisés... Comment voulez-vous que 21 délégués puissent assurer le bien-être d'un milliard et demi d'humains ? Le problème allemand fait partie de la chaîne ; c'est pourquoi il ne sera pas liquidé dans un sens favorable à l'ensemble des peuples, mais dans le sens favorable aux intérêts qui seront les plus puissants ; ce n'est donc pas un problème de paix, mais un véritable problème de guerre ; seuls, les peuples libres de toute attache peuvent édifier une paix durable. C'est pourquoi, parallèlement à notre action libertaire, nous devons l'étendre aux peuples vaincus ; plus ils marcheront vers la liberté et l'internationalisme, plus la paix se consolidera, et, pour nous, dans les marches à la liberté, ni le peuple allemand, ni le peuple russe, ni le peuple américain ne sont exclus... Au contraire, c'est avec eux et eux seulement que nous entendons régler le problème allemand comme tous les autres problèmes, car, ne l'oublions pas : « Là où le peuple est absent, il perd ses droits. »



Les Quatre Grands au service de leur maître.

Anniversaire de libération et journée du souvenir

« Ce Soir », du mardi 20 août, nous raconte que « malgré le temps maussade, Paris, fervent et enthousiaste, a célébré le deuxième anniversaire de sa victorieuse insurrection. Rues et monuments publics pavoisés, la ville des barricades a évoqué les glorieuses journées d'août 1944... »

Pour ce qui est du temps maussade et du pavoiement des monuments publics, nous tombons d'accord avec le « grand quotidien d'information indépendante ». Le temps était, en effet, et la façade des monuments publics présentait toute la gamme des couleurs...

Mais, lorsque « Ce Soir » nous parle de ferveur, d'enthousiasme et de rues pavoisées, nous esquissons une moue étonnée et nous nous demandons si « Ce Soir » ne fait pas de l'hallucination auditive et visuelle.

Car, à l'exception de quelques pirates et de quelques staliniens qui regrettaient amèrement les premiers, l'heureuse époque où l'on pouvait impunément se livrer à toutes sortes de violences et les seconds, la non moins heureuse époque où la France indolente ne les considérait pas encore comme de tragiques farceurs, tous les Parisiens ont accueilli cet anniversaire de leur libération avec la plus totale indifférence ; comme on accueille une personne en laquelle on avait placé toute sa sympathie et qui nous a déçu par la suite... Certes, nous n'allons pas jusqu'à prétendre qu'aucun parisien hôte n'a donné à sa fenêtre le ridicule du drapeau ou qu'aucun parisien hôte n'a sauté à la barre de la fête, mais ce qui est certain, c'est que l'on pense en province, il est parfaitement possible d'être à la fois Parisien et pauvre d'esprit...

Dans ce même numéro, « Ce Soir » nous donne le compte rendu des journées de Compiègne, mais en faisant un silence total autour des incidents staliniens des pancartes arrachées, des horions échangés, de l'atmosphère de dégoût et d'animosité qui baigna les fameuses journées... Pourquoi ce silence ? Pour la bonne raison que les communistes étaient dans leur tort, car, dans le cas contraire, « Ce Soir » n'eût pas manqué d'embourser la trompette comme pour le bris de carreaux de la rue de Château-dun (siège du P.C.F.). La conclusion de tout cela, la voici :

Dans un seul numéro de ce journal, nous relevons deux indélicatesses : la première fois, nous le prenons en flagrant délit de mensonge, puisqu'il nous dit que Paris a fêté avec ferveur l'anniversaire de sa libération, ce qui est faux, et la seconde fois, nous le prenons en flagrant délit de dissimulation, puisqu'il ne nous dit pas que les communistes ont provoqué des incidents, ce qui est vrai ; mensonge et dissimulation : voilà qui est le comble de la malhonnêteté de la part d'un « grand quotidien d'information indépendante ».

DE L'« AUBE » au crépuscule

Insuffisant d'apparence, le fait que les porteurs de journaux frappent à la porte des dépositaires le matin en criant violemment : « L'Aube, l'Aube, c'est l'Aube », occasionne un effet approximativement analogue à celui qu'occasionnait jadis la sonnerie du couvre-feu : immédiatement les braves dépositaires se comportent comme l'on se comporte le soir ; ils ressentent une profonde lassitude, baillent, abaissent les paupières et tombent doucement dans les bras de Morphée... On dira que les bon vouloir du quotidien du M. R.P., qu'il passe son temps à faire des entorses à la vérité ; c'est vrai qu'il se prend pour un entichisme et considère ses lecteurs comme des enfants qu'il convient d'instruire aux préceptes de la religion catholique, c'est encore vrai ; mais ce qui n'est pas moins vrai ; et tout cela et que d'autres dissimulent (au profit de qui et de quoi) c'est que l'« Aube » est doué d'une grande et magique vertu, une de ces vertus qui ne courent pas les rues à l'époque ac-

tuelle : la vertu somnifère, celle du pavot...

Ne raconte-t-on pas qu'un cours de la dernière campagne électorale, un homme d'initiative parvint à arrêter une bagarre entre républicains populaires et communistes en disant simplement ces mots : « Je m'en vais vous faire la lecture de l'« Aube », terrible menace qui plongea subito les belligérants dans le plus profond des sommeils.

Ne raconte-t-on pas encore que les mamans modernes, au lieu d'utiliser pour endormir leurs bébés les fameuses chansons « Fais dodo péte la poulette » et « Dodo l'enfant d'or », leur lisent simplement l'édition du journal de Francisque Gay.

Ne raconte-t-on pas enfin que seuls les rédacteurs de l'« Ordre » et de l'« Aurore » sont parvenus à le lire jusqu'au bout ; performance remarquable mais qui perd de sa valeur si l'on considère que ces journalistes-là sont immunisés depuis longtemps par leur

propre canard contre la maladie du sommeil.

N'en déplaise à Mgr Schumann, le Mouvement Républicain Populaire ne diffère des autres partis qu'en ce qu'il publie un journal plus ennuyeux que les leurs, ce qui n'est pas peu dire, un journal contre les nuits blanches.

N'en déplaise à Mgr Schumann, disons-nous, parce que celui-ci dans son article du 16 août consacré à la gloire du M.R.P., un article, qui entre parenthèses, nous le rapport de l'outrecuidance, n'a rien à envier à ceux des scribes communistes, prétend justement que son parti est différent des autres, Lisons plutôt :

« Il n'y a pas comme l'a dit Mauriac, de miracles en politique... Si le Mouvement Républicain Populaire est devenu en 18 mois par le nombre de ses élus comme par le nombre des suffrages recueillis le plus puissant parti que la France ait jamais connu, c'est assurément parce qu'il n'est pas un

(SUITE PAGE 4)

